

Faurecia dans la **tourmente**

Les salariés de Faurecia, mobilisés pour dénoncer un plan social « incohérent », qui condamne le secteur de l'innovation du site de Brières-les-Scellés et en général l'avenir de l'industrie française du siège automobile.



Faurecia, principal équipementier automobile français – dont Peugeot Citroën (PSA) est actionnaire à 70% – est touché de plein fouet par la crise. Son chiffre d'affaires au premier trimestre 2009 a chuté de 38% par rapport à 2008 annonce la direction du groupe mi-avril, confirmant ses prévisions pour 2009, à savoir une baisse globale de son chiffre d'affaires de 20% en Europe et de 30% en Amérique du Nord.

Dans cette perspective, Faurecia avait annoncé en décembre dernier la suppression de 1 215 emplois en France d'ici 2011, dont 405 sur le site de Brières-les-Scellés où l'usine de production a déjà fermé en juin 2007, laissant 290 salariés sur le carreau. La branche Recherche

et développement (R&D), qui travaille sur la conception des "sièges du futur", est la principale concernée par ces nouveaux licenciements. L'activité sera délocalisée, principalement en Allemagne et en Pologne. Pour Franck Marlin, député-maire d'Etampes, « ce plan est avant tout d'ordre structurel et non conjoncturel ». La direction du groupe justifie pourtant son plan social comme étant un « projet de redimensionnement pour faire face à l'ampleur et à la rapidité de la baisse d'activité ». Accusant ce nouveau « coup de massue », terme utilisé par Emmanuel Pioche, délégué syndical CFDT

et secrétaire général au Comité central d'entreprise (CCE), pour qualifier ce plan social « injustifié d'un point de vue économique et industriel », les salariés ont contre-attaqué.

Des salariés prêts à se battre jusqu'au bout

Les salariés ont proposé à leur direction un "plan alternatif", axé sur un projet de sièges écologiques et sur la préservation de la chaîne des métiers pour maintenir et valoriser l'innovation et, en général, l'industrie française du siège automobile. La direction a alors revu à la baisse le nombre de licenciements sur le site,

passant de 405 à 360, alors que le contre-projet présenté par les salariés prévoyait la sauvegarde de 200 emplois. « C'est insuffisant, nous aurions besoin de plus d'une centaine de personnes en plus pour que le centre R&D tourne. Quand l'activité reprendra, nous ne serons pas en mesure de répondre aux nouveaux marchés. Avec ce plan social, on nous ampute toute possibilité de rebond », déplore Emmanuel Pioche.

Depuis le début des négociations en CCE, la direction reste cependant sourde aux revendications des salariés, notamment sur les modalités financières de départ. La dernière réunion, jeudi 9 avril, s'est d'ailleurs soldée par une pseudo "séquestration" de trois cadres dirigeants. Des salariés, à bout, ont décidé de les "retenir" sur le site de Brières pour poursuivre les négociations, n'ayant obtenu « aucune avancée » à l'issue de l'ouverture du Livre III. La direction a fait savoir qu'il n'y avait aucune séquestration, malgré l'emballement médiatique. « Nous voulions juste attirer l'attention et

instaurer un dialogue avec la direction », explique Jean-Marc Judic, ingénieur et délégué CFDT au CCE. Depuis le 19 février, 200 personnes sont déjà parties, avec une prime incitative. « L'ambiance est déplorable. Certains ne croient plus en l'avenir de Faurecia et partent résignés. Mais nous nous battons jusqu'au bout », continue Jean-Marc Judic.

Le plan bientôt examiné par la Justice

Les représentants CFDT ont d'ailleurs décidé de porter l'affaire devant les tribunaux, d'abord en référé sur le motif de défauts de procédures dans le déroulement des négociations et sur la justification économique du plan. Ils reprochent également à la direction de mettre en œuvre de façon anticipée des projets prévus dans le plan de restructuration, notamment la délocalisation de certaines activités, alors que la consultation du CCE n'est pas achevée. La prochaine réunion sur le Livre III, prévue le 28 avril, devrait être encore agitée.

■ Olivia Bazenet